

La Coordination Nationale des Universités s'indigne devant la multiplication des attaques subies par le service public et la société en général, en cette fin d'année universitaire marquée par un passage en force du gouvernement sur plusieurs dossiers :

- Loi sur la « mobilité » des fonctionnaires qui permettra d'aller encore plus loin que le licenciement, puisqu'il sera possible de mettre tout fonctionnaire dont le poste serait supprimé en disponibilité sans solde, sans possibilité de toucher les allocations-chômage, s'il/elle refuse trois postes (ou demi-postes) proposés successivement (et pouvant se situer loin du domicile) ;
- Loi Bachelot qui instaurera une médecine à deux vitesses
- Décrets sur la formation et le recrutement des enseignants, qui contraignent les futurs enseignants à financer une année d'études supplémentaire, suppriment l'année de stage rémunéré et permettent de liquider 16000 postes dans l'éducation dès la rentrée 2010. Le gouvernement prévoit de publier ces décrets en plein milieu de l'été, passant outre toute véritable négociation avec la communauté universitaire et instaurant de nouveaux groupes de travail composés uniquement de membres de l'administration.

Ces passages en force s'accompagnent de répressions et de manœuvres d'intimidation. Le gouvernement profite de l'été pour frapper à la tête de la contestation : instituteurs désobéissants convoqués en conseils de discipline, lycéens menacés de non-réinscription s'ils ne s'engagent pas par écrit à ne plus bloquer leur établissement ; enseignants stagiaires non titularisés ; enseignants, chercheurs et BIATOSS menacés ou « placardisés » par leur hiérarchie.

La Coordination Nationale des Universités appelle à soutenir nos collègues et à continuer le mouvement universitaire, avec la rentrée en ligne de mire.

Nos revendications n'ont toujours pas été entendues. Le gouvernement persiste dans le mépris et tente de faire croire à l'opinion que notre révolte viendrait d'un « manque de confiance » en nous-mêmes.

Nous ne laisserons pas le gouvernement bafouer nos valeurs : l'université n'est pas une entreprise, le savoir n'est pas une marchandise.

Ensemble, à la rentrée, nous continuerons la résistance.

Les porte-parole de la Coordination Nationale des Universités
11 juillet 2009